



**Pacte international  
relatif aux droits civils  
et politiques**

Distr.  
GÉNÉRALE

CCPR/C/SR.2554  
22 août 2008

Original: ANGLAIS

---

COMITÉ DES DROITS DE L'HOMME

Quatre-vingt-treizième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE (PARTIEL)\* DE LA 2554<sup>e</sup> SÉANCE

tenue au Palais Wilson, à Genève,  
le mercredi 16 juillet 2008, à 10 heures

Président: M. RIVAS-POSADA

SOMMAIRE

OBSERVATIONS GÉNÉRALES DU COMITÉ

Projet d'observation générale sur les obligations des États parties en vertu du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques

---

\* Il n'a pas été établi de compte rendu pour le reste de la séance.

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, au Groupe d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Comité seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

*La séance est ouverte à 10 heures 10.*

## OBSERVATIONS GÉNÉRALES DU COMITÉ

Projet d'observation générale sur les obligations des États parties en vertu du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques (CCPR/C/GC/33/CRP.2)

1. Le PRÉSIDENT invite les membres à reprendre l'examen du projet d'observation générale (CCPR/C/GC/33/CRP.2).

### Paragraphe 1 à 18

2. M. SHEARER, Rapporteur pour le projet d'observation générale, rappelle qu'un débat utile a été organisé sur les 18 premiers paragraphes du projet d'observation générale à la précédente session. Il a revu le texte afin d'y faire figurer les suggestions ayant fait l'objet d'un accord global. Certains membres ont estimé que les procédures du Comité devaient être plus détaillées. Le Comité a ultérieurement accepté que le projet se concentre sur les obligations des États parties plutôt que sur la procédure. Il appuie un des membres qui estime que le projet doit être commode et éviter d'être trop professoral. La critique a peut-être été déclenchée par l'usage excessif de pieds de page, lesquels ont été inclus pour informer les membres de l'origine des idées mises en avant. À la suite des discussions qui ont été menées sur le projet, le Comité peut décider le cas échéant du nombre de pieds de page qui doivent être conservés. Toutefois, ces derniers sont utiles dans le cadre des discussions.

3. Il souligne les corrections qui ont été apportées au texte précédent. L'ancien paragraphe 20 a été déplacé au paragraphe 12 et un tout nouveau paragraphe 20, qui met l'accent sur la formulation cohérente adoptée par le Comité lorsque celui-ci a fait part de ses observations, a été inséré. La dernière phrase du paragraphe 2 stipule qu'une majorité, plutôt qu'un pourcentage spécifique, d'États parties sont également parties au Protocole facultatif. Les paragraphes 3, 4 et 5 ont été revus afin de souligner les obligations des États parties aux termes du Protocole facultatif plutôt que des procédures. Il attire l'attention sur les nouveaux paragraphes 10 bis et 10 ter, qui seront renumérotés ultérieurement. Le paragraphe 12 a été revu à la lumière des observations formulées par les membres. Le terme «pleinement» a été ajouté à la proposition «la fonction du Comité des droits de l'homme en application du [Protocole facultatif] n'est pas pleinement celle d'une autorité judiciaire». Les deux phrases suivantes ont également été ajoutées. Le paragraphe 13 contient le terme espagnol qui convient pour les observations du Comité: «dictámenes». La première phrase du paragraphe 15 contient des modifications importantes qui sont au cœur des travaux du Comité. Il stipule notamment que les observations du Comité aux termes du Protocole facultatif représentent «la définition officielle d'un organisme établi aux termes du Pacte comme un interprète authentique de cet instrument». Cette formulation s'inspire des travaux de Derek Bowett sur les institutions internationales, entre autres.

4. M. LALLAH dit qu'il n'a rencontré aucun problème particulier avec les modifications apportées au projet, dans la mesure où celles-ci sont le reflet des discussions menées lors de la précédente session. Il souhaite cependant clarifier ce qu'il entend par ce besoin d'éviter d'adopter une approche professorale. Les références fréquentes dans le texte aux travaux de recherche suggèrent que le Comité adopte une approche universitaire. Ce dernier doit s'appuyer

sur ses propres travaux lors de l'adoption des observations générales. En effet, la différence entre les deux approches est résumée dans le nouveau paragraphe 15.

5. Sir Nigel RODLEY, s'agissant du point soulevé par M. Lallah, dit qu'il est satisfait de la formulation du paragraphe 15 dans la mesure où elle évite au Comité de faire preuve de triomphalisme excessif. Néanmoins, M. Lallah a peut-être raison de dire que le Comité doit tout simplement donner son avis, ce qui implique d'apporter des rectifications à la formulation du paragraphe.

6. M. AMOR dit que l'affirmation au paragraphe 10 selon laquelle un État ne se rend pas service en ne répondant pas ou en ne répondant qu'imparfaitement à une communication semble paternaliste et doit être reformulée. Il propose de supprimer les termes «de toutes ces circonstances» de la dernière phrase de ce paragraphe. Les paragraphes 10 bis et ter soulèvent des questions fondamentales qui nécessitent de plus amples discussions. Le paragraphe 15 peut être clarifié et renforcé en ajoutant que, dès lors que le Comité a fait part de son observation sur une violation du Pacte, celle-ci aura la même autorité que si elle avait été prononcée par un tribunal compétent.

7. M<sup>me</sup> CHANET dit que, même si elle comprend que cela ennuie M. Lallah de se référer à la jurisprudence du Comité dans des documents tels que l'observation générale relative à l'article 14 du Pacte, la situation actuelle est différente. Le Comité doit s'appuyer sur la doctrine dans le présent projet d'observation générale. C'est ce que M. Shearer a fait de façon approfondie. Elle approuve M. Amor sur la nécessité de renforcer la notion d'autorité des observations du Comité. De plus, le présent projet se réfère non seulement aux travaux universitaires, mais également aux avis du Comité se rapportant au Protocole facultatif. Il renvoie également plus loin dans le texte aux décisions des tribunaux nationaux, qu'elle trouve particulièrement intéressantes.

8. M<sup>me</sup> WEDGWOOD dit que la dernière phrase du paragraphe 3 ne précise pas à quels États parties il est fait allusion. Certains États parties sont immédiatement liés par le Protocole facultatif et ses obligations aux termes du Pacte qui s'étendent à tous les États parties, qu'ils soient ou non partie au Protocole facultatif. Elle suggère donc d'ajouter une référence spécifique aux États parties qui participent à la procédure de communication. Elle suggère donc d'ajouter une référence particulière aux États parties qui ont pris part à la procédure de communication. Elle suggère également de reformuler le paragraphe 5, dans la mesure où les personnes qui adressent une communication au Comité peuvent encore être sanctionnées, même si cela ne concerne pas la transmission de la communication elle-même. La clarification des paragraphes 10 bis et 10 ter s'impose également afin d'éviter de donner l'impression que les États parties sont tenus d'agir comme des clercs afin de répondre aux questions pour le Comité, s'ils ont donné leur accord pour faire suivre une plainte. Une telle approche alourdirait la tâche du Comité. Elle suggère donc d'ajouter les termes «si l'État partie choisit de s'appuyer sur cette situation» dans la dernière phrase du paragraphe 10 bis. Dans la mesure où «judiciaire» est un terme très large, l'usage d'«autorité judiciaire» au paragraphe 12 doit être évitée. À certains égards, le Comité ne suit pas des modes de fonctionnement judiciaires stricts. S'agissant du paragraphe 15, elle demande si le fait de qualifier le Comité d'interprète authentique du Protocole facultatif est destiné à la formulation d'une demande particulière, car de nombreux États parties n'ont pas accédé au protocole facultatif.

9. Du fait que l'observation générale constituera la base sur laquelle s'appuieront les juges nationaux, le Comité doit indiquer que certains États parties ont adopté des approches divergentes. Le paragraphe 18 déclare ainsi de façon exagérée que la grande majorité des États parties au Protocole facultatif ont accepté de suivre les observations du Comité sur le terrain. À des fins de transparence, le paragraphe doit être revu afin de préciser que tous les États ne l'ont pas fait.

10. M. O'FLAHERTY propose qu'au paragraphe 5, les mots «Cela a clairement pour conséquence...» soient supprimés. Aux paragraphes 6, 10 bis et 10 ter, le terme «obligations» doit être supprimé et la phrase doit être reformulée afin qu'il revienne aux États parties de prendre certaines mesures. La première phrase du paragraphe 12 doit également être supprimée pour éviter d'introduire la notion problématique de la nature entièrement ou partiellement judiciaire de l'organe. La dernière phrase du paragraphe 12 doit être modifiée pour faire en sorte qu'il se réfère clairement aux travaux du Comité plus spécifiquement liés aux communications individuelles. La dernière phrase doit bien mettre en évidence le fait que les travaux du Comité relatifs aux communications individuelles sont mentionnés. Il partage l'inquiétude de M<sup>me</sup> Wedgwood sur le paragraphe 18 et préférerait donc supprimer ce paragraphe.

11. M. SÁNCHEZ CERRO dit que le paragraphe 5 doit être modifié pour indiquer que les États parties sont tenus de ne sanctionner aucune personne avant que le Comité ne prenne une décision en matière de communication. Au paragraphe 7, le terme «auteur» doit être remplacé par «acteur» et le terme «requête» est plus approprié que «communication». Il convient de faire très attention lorsque l'on examine les renvois à l'article 5 du Protocole facultatif, dans la mesure où la version espagnole de cet article diffère assez largement des versions anglaise et française dans la lettre et l'esprit.

12. M. IWASAWA dit que, en dépit de la grande part de jurisprudence accumulée par le Comité sur bien des aspects des communications, la présente observation générale est intitulée «Obligation des États parties»; il serait donc prudent de supprimer les références aux questions de procédure. Il approuve la remarque de M<sup>me</sup> Wedgwood sur la différence d'adhésion observée entre le Pacte et le Protocole facultatif et dit qu'une plus grande attention doit être accordée à la distinction entre les deux. Au paragraphe 15, il préférerait que le terme «authentique» soit remplacé par «officiel».

13. M<sup>me</sup> MAJODINA indique qu'il serait prudent de joindre un pied de page au paragraphe 4 expliquant la définition que donne le Comité du terme «individus» afin de garantir au lecteur une certaine clarté. Au paragraphe 5, elle dit que le Comité a examiné des communications dont les auteurs ont été sévèrement gênés par l'État partie concerné dans leurs tentatives d'accéder au Comité. Elle demande qu'un discours plus ferme soit employé pour souligner ce problème particulier, qui se produit régulièrement dans certaines parties du monde.

14. M<sup>me</sup> CHANET indique que le projet d'observation générale se rapporte uniquement aux États parties au Protocole facultatif et qu'il ne devrait donc pas y avoir de confusion avec les États qui sont uniquement parties au Pacte. Elle approuve M<sup>me</sup> Majodina sur le paragraphe 5 relatif à la nécessité de souligner l'obligation des États parties de ne pas entraver l'accès au Comité. Répondant à M. Sánchez Cerro, elle dit que la sanction des personnes qui ont adressé une communication au Comité ne soulève pas la question des mesures provisoires, mais plutôt des mesures visant à empêcher ces sanctions. L'affaire qui illustre ce point est celle de Chisekedi

c. Zaïre, dans laquelle la propriété de l'auteur a été fouillée et tous les documents liés au Comité saisis et déclarés subversifs. Cette affaire peut être mentionnée de façon explicite pour confirmer ce point et éviter toute mauvaise interprétation.

15. L'emploi du terme «obligation» au paragraphe 10 bis est inapproprié, dans la mesure où le Protocole facultatif n'oblige pas les États à invoquer le fait qu'une communication porte sur une question qui a été soulevée avant l'entrée en vigueur du Protocole. Le paragraphe doit être remanié de façon à ce que les États invoquent cette condition. Et s'ils ne le font pas, le Comité ne tiendra aucun compte de ces circonstances.

16. Au paragraphe 6, l'obligation d'informer les auteurs qui sont considérés comme n'ayant pas épuisé tous les recours nationaux ne constitue pas une obligation pour les États parties, mais plutôt pour le Comité. Le paragraphe doit être modifié en conséquence.

17. S'agissant de la question de savoir si la majorité des États ont accepté les décisions du Comité, M. Shearer, en qualité de Rapporteur pour le suivi des observations, peut déterminer le nombre exact d'États qui ont accepté et mis en œuvre les décisions du Comité, et modifier le paragraphe 18 si nécessaire.

18. M<sup>me</sup> MOTOC approuve M<sup>me</sup> Majodina et M<sup>me</sup> Chanet concernant la nécessité de souligner l'obligation des États parties de ne pas limiter le droit des individus à la transmission de communications au Comité. Elle pense que le caractère «quasi judiciaire» du Comité au paragraphe 12 doit être conservé. Elle demande une clarification sur le sens des termes «officiel» et «authentique» employés au paragraphe 15.

19. M. JOHNSON LÓPEZ approuve M. Sánchez Cerro sur le fait que le terme «auteur» doit être remplacé par «acteur» et que «communication» doit être remplacé par «requête» ou «plainte».

20. M. O'FLAHERTY dit qu'il approuve M<sup>me</sup> MOTOC sur le paragraphe 12 tout en précisant qu'il a demandé la suppression de la première phrase, et non du paragraphe entier, du fait que les deux dernières phrases suffisent.

21. M. LALLAH, s'agissant des observations de M. Sánchez Cerro et de M. Johnson López sur l'emploi des mots «communication» et «auteur», propose que les termes employés dans le Protocole facultatif soient retenus. Pour ce qui est de l'observation de M<sup>me</sup> Chanet concernant l'emploi du mot «sanctionner» au paragraphe 5, il propose «prendre des mesures de rétorsion» à titre d'alternative.

22. Quant à la suggestion de M. O'Flaherty concernant le paragraphe 12, il note que bien que le Comité ne soit pas un tribunal, ses conclusions, en définissant une question en application du Protocole facultatif, ne permettent aucun recours.

23. M<sup>me</sup> MOTOC explique qu'elle approuve M. O'Flaherty sur le fait que la première phrase du paragraphe 12 est redondante. Les points soulevés par M. Sánchez Cerro et M. Johnson López peuvent être résolus en se reportant à la terminologie employée dans la version espagnole du Protocole facultatif.

24. Le PRÉSIDENT demande au Rapporteur d'indiquer s'il propose de supprimer la première phrase du paragraphe 6 et, de plus, si les mots entre crochets figurant au paragraphe 10 ter ne doivent pas, en lieu et place, être placés entre deux virgules.

25. M. SHEARER dit qu'il n'a pas suggéré de supprimer le paragraphe 6 mais qu'il propose de le retravailler afin de bien préciser que cette tâche incombe à l'État partie. Il est nécessaire de décrire la procédure de base prévue aux termes du Protocole facultatif afin de donner au lecteur un contexte suffisant. Au paragraphe 10 ter, des virgules seraient en effet préférables aux crochets.

26. Il a remarqué certaines erreurs grossières dans la traduction. Ces dernières seront corrigées.

27. S'agissant du paragraphe 5, on peut certainement trouver un mot plus approprié que «sanctionner». Il doit être précisé que dans certains pays, il serait considéré comme antipatriotique d'approcher le Comité.

28. Les différences existant entre les différentes versions linguistiques ont été reconnues mais vont bien au-delà de la présente discussion. Le terme «auteur» n'apparaît pas dans le Protocole facultatif, qui se réfère à des «individus». L'emploi du terme «auteur» pour décrire une personne qui porte plainte devant le Comité est courant.

29. L'expression «interprète authentique» a suscité des réactions parmi les membres. Son emploi de l'article défini souligne la prééminence du Comité; cette idée doit être exprimée, dans la mesure où celle-ci renforce les conclusions du Comité et le respect des parties pour les affaires qui leur sont soumises. Bien qu'il faille s'abstenir de déclarer que les décisions du Comité sont obligatoires, il est important de souligner qu'il ne s'agit pas simplement de recommandations.

30. Le devoir de respecter les observations du Comité s'applique uniquement à l'État partie impliqué dans l'affaire; ces observations doivent avoir un effet persuasif et ne doivent donc pas être édulcorées.

31. M. AMOR propose que le Comité réexamine avec force détails la notion d'autorité. En outre, il souligne ses réserves concernant les paragraphes 10 bis et 10 ter, qui, en l'état, ne sont pas assez justifiés.

32. Sir Nigel RODLEY indique que le terme «auteur» d'une communication a été initialement employé dans la résolution 1503 (XLVIII) du Conseil économique et social sur la procédure de traitement des communications relatives aux violations des droits de l'homme. Le service de communication établi a employé à l'époque le terme «auteur» et continué de l'employer ultérieurement à l'occasion du traitement des communications aux termes du Protocole facultatif.

33. M. SÁNCHEZ CERRO indique que dans le texte espagnol de l'article 5 du Protocole facultatif, le passé est employé, ce qui peut avoir une incidence sur la recevabilité. Il demande dans quels délais le Comité entend traiter cette question.

34. M<sup>me</sup> WEDGWOOD note que les pays tels que l'Australie et le Canada, qui se montrent généralement désireux de respecter leurs obligations aux termes des traités internationaux, ont fait part de leur désaccord avec les observations du Comité aux termes du Protocole facultatif, ce qui prouve qu'ils ne les considèrent pas comme faisant autorité.

*La séance est suspendue à 11 heures 45; elle reprend à 12 heures 20.*

Paragraphe 19

35. Le PRÉSIDENT invite à formuler des observations sur le paragraphe 19.
36. M. AMOR considère que l'invocation de l'autorité morale dans le paragraphe affaiblit le raisonnement du Comité. Il propose donc que le paragraphe soit supprimé.
37. M<sup>me</sup> CHANET, M. O'FLAHERTY et M. BHAGWATI approuvent cette remarque.
38. M<sup>me</sup> WEDGWOOD dit que, selon elle, l'invocation d'une autorité morale est fondée et que cette idée peut être conservée, mais peut-être pas toute seule.
39. Le PRÉSIDENT confirme que le Rapporteur tiendra compte du choix de la majorité pour supprimer le paragraphe mais envisage de retravailler l'idée afin que celle-ci soit incluse dans un autre paragraphe.

Paragraphe 20

40. M. SHEARER indique que le paragraphe 20, qui définit la formule standard employée dans presque toutes les communications concernant des affaires de violation, a été ajouté au projet envisagé à sa précédente session.
41. M. AMOR, s'agissant de l'avant-dernière phrase, indique que le délai relatif à la réception des informations des États parties sur les mesures prises pour la mise en œuvre des observations du Comité a été prolongé de 80 à 180 jours.
42. Sir Nigel RODLEY propose d'omettre les deux dernières phrases, dans la mesure où les remarques vraiment importantes ont été faites dans les deux premières phrases de la citation.
43. M. LALLAH note que le paragraphe ne renvoie pas uniquement aux affaires dans lesquelles une violation a été observée. Dans bien des affaires, soit aucune violation n'a été relevée, soit une communication a été jugée irrecevable. L'insinuation selon laquelle des violations ont été observées dans toutes les affaires envoie un mauvais message.
44. M<sup>me</sup> MAJODINA, s'agissant de la déclaration selon laquelle l'État partie a entrepris de garantir les droits reconnus dans le Pacte «à tous les individus présents sur son territoire ou soumis à sa juridiction», attire l'attention sur le fait que l'article 1 du Protocole facultatif renvoie uniquement aux individus «dépendant de sa juridiction».
45. M. SHEARER dit qu'il a bien conscience de cette incompatibilité; il a cité l'ancienne formulation du Comité dans les affaires où une violation a été observée. Il convient néanmoins que cette question devra être débattue à un moment ou à un autre.
46. Il approuve la suppression des deux dernières phrases, qui résoudra le problème des délais incorrects.

47. Un renvoi aux affaires déclarées irrecevables ou dans lesquelles aucune violation n'a été observée pourrait être inséré ailleurs. Toutefois, le paragraphe 20 met l'accent sur la nature juridique des observations du Comité et de sa jurisprudence pertinente.

48. M. LALLAH propose dans ce cas de remplacer «formulation compatible» par «analyse compatible».

49. Sir Nigel RODLEY dit qu'il est peu enclin à employer le terme «analyse» car le Comité a parfois été critiqué par des juristes pour son manque d'analyse.

50. Il souhaite préciser que le Comité adopte une approche judiciaire des résultats de ses observations dans les affaires où une violation a été relevée. Aucune formulation incompatible n'existe par ailleurs.

51. M. LALLAH propose de remplacer les mots «qualité juridique» par «caractère juridique».

52. M. SHEARER approuve cette proposition.

#### Paragraphe 21

53. M<sup>me</sup> CHANET n'est pas d'accord pour dire que les procédures de suivi du Comité illustrent le caractère quasi judiciaire de ce dernier. Aucun suivi n'est nécessaire dans le cas des procédures judiciaires. Elle s'oppose également à la déclaration selon laquelle le Comité n'a aucun moyen direct d'appliquer ses observations. Elle propose donc de remplacer les deux premières phrases par la suivante: «Sur la base de ses observations, le Comité a décidé, conformément aux règles de procédure, de nommer un Rapporteur spécial pour le suivi des observations.»

54. M. AMOR appuie la proposition de M<sup>me</sup> Chanet. Toutefois, il propose comme formulation alternative: «Un autre aspect des travaux du Comité illustre de façon encore plus flagrante sa nature juridique. Les règles de procédure, prenant dûment en compte le champ d'application du Protocole facultatif, ont établi les fonctions d'un Rapporteur spécial pour le suivi des observations.»

55. M. O'FLAHERTY dit qu'il approuve en grande partie les remarques formulées par les deux intervenants précédents. À son avis, la nature quasi judiciaire du Comité a également été établie. Il est inutile de polémiquer sur ce point.

56. La mention des mécanismes de suivi a donné lieu à une discussion sur les procédures qui est, à son avis, tout à fait acceptable. Toutefois, il propose de faire passer les observations concernant le même sujet du paragraphe 24 au paragraphe 21.

57. M. LALLAH appuie la première phrase proposée par M. Amor, qui garantit une transition en douceur à partir du paragraphe 20.

58. M. SHEARER dit qu'il supprimerait les deux premières phrases et les remplacerait par une formulation conforme aux propositions de M<sup>me</sup> Chanet et de M. Amor.



59. M. Khalil a attiré l'attention sur la nécessité de remplacer la référence aux «communications» du Rapporteur spécial dans la troisième phrase par un mot tel que «représentations», afin d'éviter toute confusion.

60. Il accepte également de faire passer certains éléments du paragraphe 24 au paragraphe 21.

61. Enfin, il pense qu'une distinction doit être faite entre les États parties qui n'ont pas appliqué les observations du Comité tout en gardant le silence et ceux qui contestent ses observations, arguant du fait qu'elles ne sont pas obligatoires. Il estime que le silence peut être considéré comme un accord sur leur caractère obligatoire et justifie la déclaration de la dernière phrase du paragraphe, selon laquelle la procédure de suivi a conduit à l'acceptation et à la mise en œuvre des observations du Comité.

#### Paragraphe 22

62. M. AMOR indique que les observations du Comité sont publiées sur un grand nombre de sites Internet, et pas uniquement sur celui du Haut Commissariat aux droits de l'homme. Il propose la formulation alternative suivante pour ce paragraphe: «L'accent doit être mis sur le fait que la non-mise en œuvre des observations du Comité par l'État partie constitue une violation des engagements qu'il a pris. Cette violation relève à présent du domaine public, notamment au travers des rapports annuels soumis par le Comité à l'Assemblée générale.»

63. M. O'FLAHERTY approuve M. Amor. Une distinction doit être faite entre l'acte officiel de publication et les lieux dans lesquels les documents publiés sont consultables.

64. Il propose de supprimer la dernière phrase concernant la critique potentielle d'un État partie, laquelle est spéculative et va bien au-delà l'analyse juridique.

65. M. SHEARER dit qu'il va traduire dans la prochaine version du projet les remarques formulées par les deux intervenants.

#### Paragraphe 23

66. M. SÁNCHEZ CERRO propose de préciser dans la dernière phrase que le rejet des observations du Comité par l'État partie est contraire aux règles de procédure et constitue une violation de ses obligations, dans la mesure où l'État a reconnu la compétence du Comité dans l'article 1 du Protocole facultatif.

67. M. AMOR propose d'incorporer le contenu de la dernière phrase dans la première, qui se lirait donc de la façon suivante: «Certains États parties, auxquels les observations du Comité les concernant ont été transmises, n'ont pas pu prendre en compte ces observations, en tout ou partie, nonobstant les obligations qu'ils doivent assumer».

68. M. O'FLAHERTY propose d'omettre de mentionner certains États parties. Il serait préférable de stipuler la règle, à savoir qu'un État partie n'est pas autorisé à tenter de soulever à nouveau une question qui n'a pas été précédemment débattue, dans la mesure où cela est contraire aux règles de procédure et constitue une violation de ses obligations. La même approche doit être adoptée au paragraphe 24. À son avis, la référence aux États peu coopératifs

réduit l'impact de l'argument du Comité et sape sa réputation. Il doit simplement exercer son autorité et définir les règles.

*La séance est levée à 13 heures.*

-----